

AU NIGER

LES CENTRES DE COLLECTE MULTISERVICES, GARANTS DE LA PLACE DES ÉLEVEURS DANS LA FILIÈRE LAIT



Entretien avec Ali Dandakoye (Karkara)

Abdelmajid Ali Dandakoye est responsable pour l'ONG nigérienne Karkara de « Nariindu 3 », troisième phase d'un projet lancé en 2012 pour soutenir la production de lait local dans le bassin périurbain de Niamey. Karkara appuie tous les maillons de la filière lait local, en se concentrant sur les besoins de l'élevage familial. Depuis 2017, l'organisation suit deux projets complémentaires : Nariindu traite de l'aval de la filière (collecte, valorisation, commercialisation) et Dirrect/AEN entend améliorer la production laitière et la santé animale.

À travers le soutien à des centres de collecte offrant un ensemble de services aux éleveurs du bassin de Niamey, Nariindu assure à ces derniers une place dans le développement de la filière lait local.

Dans le cadre d'un projet porté par



Iram



Karkara

À quel type d'élevage s'adressent vos actions à Niamey ?

Nous soutenons les petites exploitations laitières familiales et périurbaines dans le département de Kollo (communes de Kollo, Hamdallaye et Namaro). Cela signifie que les animaux sont mobiles pendant la journée sur des parcours plutôt pauvres en pâturages. Il est donc nécessaire de leur fournir des compléments sous forme d'aliment bétail. Toutefois, avec l'implantation des centres de collecte, nous avons réalisé que le nombre d'animaux du noyau laitier par éleveurs a tendance à augmenter et est passé de trois vaches laitières en moyenne à sept aujourd'hui.

Comment les éleveurs accèdent-ils aux compléments d'aliment bétail ?

Les animaux ont accès à trois types d'aliments (pâturage, résidus de récolte et concentrés). Les pâturages constituent l'aliment de base. Les éleveurs, qui dans la région sont souvent agropasteurs, complètent avec leurs résidus de récolte (fanés de niébé, paille de riz, tiges de mil). Il s'agit donc d'aliments non transformés issus des fermes elles-mêmes. Viennent ensuite les aliments concentrés, tourteaux et sons. Les éleveurs peuvent se les procurer directement dans les banques d'aliment bétail (BAB) des centres de collecte multiservices situés en ville et gérés par leurs unions de coopératives, ou bien au comité de gestion des stocks de proximité des coopératives au niveau villageois. Cette organisation permet d'approvisionner tous les villages, en particulier les plus enclavés. Les boutiques d'aliment bétail peuvent stocker jusqu'à 40 tonnes de son. Les espaces de stockage des villages sont plus restreints, souvent une tonne ou moins.



Magasin de stockage de l'aliment bétail de Namaro ©Karkara

Sur qui repose la gestion de ces centres de collecte multiservices ?

Les centres de collecte sont gérés par les éleveurs eux-mêmes, qui s'organisent à quatre niveaux. Les coopératives laitières au niveau des villages se regroupent en unions de coopératives au niveau communal, lesquelles gèrent les centres de collecte. Ces unions de coopératives se regroupent ensuite en une fédération départementale puis en une fédération nationale (qui ne comporte en fait qu'une seule fédération à cause de la faible structuration dans les autres bassins laitiers). Depuis peu, nous souhaitons nous conformer à l'Acte Ohada, ce qui est une obligation légale. Bientôt, l'État ne reconnaîtra plus les organisations paysannes (OP) qui n'ont pas le statut de société coopérative simplifiée (Scoops) ou de société coopérative avec conseil d'administration (Scoop-CA). Cela signifie aussi que ces OP non reconnues ne pourront plus bénéficier des avantages apportés par l'État.

L'État nigérien soutient-il le développement de la filière lait local ?

Les appuis de l'État consistent essentiellement en exonérations de taxes sur les équipements, campagnes de vaccination gratuites ou accès facilité à des stocks d'aliment bétail. Toutefois, les OP que nous soutenons en profitent peu : les critères de vulnérabilité excluent bien souvent les membres de ces coopératives et unions. Nous travaillons avec de petits éleveurs qui possèdent moins de 5 têtes mais qui, du fait de la collaboration avec les centres de collecte, se sont sédentarisés. Ils ont connu une hausse de leur production et de leurs revenus qui ne les rend plus éligibles à ces quelques avantages proposés par l'État. Nous faisons cependant du plaidoyer à travers la campagne « Mon lait

est local » et au sein de l'espace de concertation multi-acteurs de la Plateforme innovation lait¹ (Pil) pour sensibiliser l'État aux besoins de la filière. La Pil a par exemple sollicité son soutien pour instaurer des quotas d'incorporation du lait local dans les produits des industries laitières. Nous avons réalisé des enquêtes pour évaluer les contraintes des industriels mais aussi leur capacité de transformation, qui s'élève à 400 000 litres par jour. Les centres de collecte de Niamey ont de leur côté une capacité de collecte de 10 à 15 000 litres par jour ; c'est donc une aberration qu'ils ne parviennent pas à les écouler auprès de ces industries. Ces quotas seraient une solution.

Quels sont les principaux blocages que vous rencontrez au niveau étatique ?

Nous ne rencontrons pas un cadre politique favorable au développement de la filière lait. Les politiques agricoles restent très centrées sur la production. Or le développement du marché est une condition essentielle à celui des filières. Nous pensons qu'il faut appuyer les industriels, avec des politiques fiscales encourageant l'utilisation de lait local, des avantages pour l'investissement. Par ailleurs, les unités de transformation laitière se développent de manière désordonnée. Pour y remédier, il est nécessaire de labelliser et d'identifier des normes de qualité.

Le développement du marché est une condition essentielle à celui des filières.

Percevez-vous un engouement pour les centres de collecte que vous avez développés ?

Sans compter celui de Hamdallaye qui existe depuis 2008, le projet Nariindu a établi deux centres de collecte, à Kollo en 2013 et à Namaro en 2019. Un nouveau a été mis en place par le projet Dirrect, à Birni Ngaouré en 2019.

Deux ONG italiennes (Africa 70 et Acra) portent une initiative sur le lait et le miel au Niger (projet Niglem) et prévoient de construire dans le bassin périurbain de Niamey trois centres de collecte (Torodi, Makalondi, Tamou). D'autres organisations ont aussi adopté ce modèle comme moteur de développement : le Réseau Bilital Maroobé (RBM, réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs d'Afrique) à Niamey et le Groupement d'activités culturelles et de développement des jeunes éleveurs (Gajel), à Koné Kayna.

L'État a également marqué son soutien à travers la réalisation du *Guide national d'implantation des centres de collecte*. L'objectif est de préciser le rôle de ces centres pour que tous les acteurs s'accordent sur la définition et adoptent une démarche cohérente. Le guide les définit comme des espaces de collecte multiservices (banque d'aliment-bétail, appui-conseil...). Un Plan national de développement de la filière lait local a été élaboré en 2020.

¹ La Pil réunit les différentes parties prenantes de la filière lait dans le bassin de Niamey. Karkara assure le secrétariat de cet espace de concertation. Parmi les industries laitières, seule la Société laitière du Niger (Solani) est présente.

Quels sont les avantages du centre de collecte sur le modèle des minilaiteries, très courant en Afrique de l'Ouest ?

Les minilaiteries ne transforment qu'un volume faible de lait et ne peuvent donc écouler toute la production potentielle du bassin périurbain de Niamey. Par contre, les industries laitières, historiquement implantées sur ce territoire, peuvent représenter un débouché important mais ont besoin de grandes quantités de lait de manière régulière sur l'année. Or la production de lait local est atomisée : la collecte, la transformation et la distribution demandent beaucoup d'efforts de logistique et d'organisation, ce qui dissuadait ces industries. Il fallait donc faciliter la structuration des éleveurs, organiser la collecte et trouver des débouchés capables de transformer les grandes quantités de lait présentes dans le bassin de Niamey. Les centres de collecte se sont révélés une solution pertinente, en mesure de fournir de gros volumes aux industries, mais aussi d'en garantir la qualité.

Les centres de collecte se sont révélés une solution pertinente, en mesure de fournir de gros volumes aux industries, mais aussi d'en garantir la qualité.

Quel est l'impact des importations de poudre de lait sur le bassin de Niamey ?

En 2008, le prix de la poudre de lait a augmenté sur le marché mondial et les industries de la capitale se sont tournées vers le lait local. Depuis 2017, le lait en poudre est revenu en force avec l'introduction du mélange réengraissé à la matière grasse végétale, 30 % moins cher que la poudre de lait entier. Le contexte a évolué. Les principales difficultés rencontrées par la filière locale s'expliquent donc par la concurrence de cette nouvelle « poudre de lait » dont le prix est très compétitif mais aussi par d'autres facteurs. La filière lait demande une forte mobilisation de capitaux. Or le secteur de la transformation considère que les politiques économiques restreignent sa capacité d'investissement. Une des mesures préconisées par les acteurs de la filière est la révision des politiques fiscales et commerciales. Ils réclament notamment une exonération de la TVA sur les produits transformés à base de lait local et l'instauration d'un quota qui impose, aux industriels surtout, un taux minimum d'utilisation de lait local.

Quelle est l'origine de la collaboration avec une industrie telle que la Solani ?

La Société laitière du Niger (Solani), depuis sa création par l'État en 1969, a pour objectif de soutenir le développement de la filière locale. Malgré sa privatisation en 1998, la stratégie reste inchangée. Assez logiquement, elle été la seule entreprise à accepter d'incorporer du lait local dans sa production au début de nos actions. Une enquête a montré que les autres industriels de Niamey préfèrent la poudre de lait et avancent des raisons de prix, saisonnalité et faible qualité du lait local. Toutefois, ces idées sont dépassées aujourd'hui. Si c'était le cas il y a 10 ans, les centres multiservices ont depuis amélioré la production, la collecte et la qualité. Nous menons donc des campagnes de sensibilisation pour que les industries reviennent sur ces préjugés et pour impulser de nouvelles collaborations. Les tables rondes ont permis de montrer les changements opérés dans le bassin périurbain de Niamey. Les centres de collecte multiservices sont parvenus à résoudre le problème de la qualité et à lisser la courbe de collecte de façon à ce que, toute l'année, du lait soit disponible en quantité suffisante. Depuis 2014, les données montrent que la période de soudure s'est peu à peu réduite. En 2014 et en 2015, les éleveurs n'avaient pas la capacité d'approvisionner les centres de collecte pendant quatre mois. En 2016 et 2017, la période de soudure est passée de 4 à 2 mois et les volumes de lait disponibles ont augmenté progressivement. Depuis 2018, le secteur laitier a cependant connu des difficultés, non pas du fait d'un manque d'efficacité des centres de collecte, mais bien d'un contexte économique défavorable à la transformation et à la commercialisation.

Comment expliquer ce retournement de situation en 2018 ?

La question reste ouverte. Selon les acteurs de la transformation, l'environnement des affaires s'est dégradé avec la loi de Finance de 2018. Pour des raisons d'hygiène, la nouvelle politique d'urbanisation de Niamey a également réduit le nombre de points de ventes, tenus par des semigrossistes qui approvisionnaient jusqu'à présent les détaillants. Du jour au lendemain, un maillon de la filière a disparu. Par voie de conséquence, les industriels ont dû prendre en charge un service supplémentaire qui demandait des investissements logistiques lourds, par exemple l'acquisition des camions réfrigérés pour le transport du lait local. La poudre de lait réengraissée à la matière grasse végétale a sans aucun doute eu aussi un impact sur le ralentissement de la transformation de lait local.

Que pensent les consommateurs du lait local ? Sont-ils prêts à s'en procurer ?

Les Nigériens sont, par tradition, très consommateurs de lait. En 1960, chaque personne buvait en moyenne 160 litres par an. Toutefois, la consommation a drastiquement baissé et n'est plus que de 35 litres par personne. On ne peut plus parler d'habitude de consommation comme auparavant, bien que la croissance démographique galopante tende à accroître la demande. Il faut tout de même garder en tête que dans les zones rurales, 25 % de la production laitière est toujours autoconsommée.

Pourquoi diversifier les débouchés des centres de collecte ?

Dans un contexte de baisse de la collecte par les industries, nous cherchons à diversifier les partenaires commerciaux. Récemment, nous avons conclu un accord avec la Laitière du Sahel et avec une unité de transformation laitière semi-artisanale, la Crémère du Sahel, toutes deux présentes dans le bassin périurbain de Niamey. Les industriels constituent le principal débouché visé par les centres de collecte. Les minilaiteries ont une capacité de collecte et de production trop faibles pour rentabiliser les investissements des centres de collecte. Elles ont besoin d'un appui pour que ce système devienne avantageux, dans un contexte de forte concurrence économique sur le marché du lait à Niamey. Cependant, promouvoir le développement des minilaiteries en soutenant les femmes transformatrices est une alternative en attendant des politiques laitières plus favorables à la collaboration avec les industriels ; c'est une stratégie commerciale complémentaire.

Comment assurer la place des éleveurs dans le dialogue avec Solani ?

La gestion des centres de collecte est entièrement portée par les Unions de coopératives d'éleveurs qui négocient directement avec les acheteurs. Ce système assure la présence des éleveurs dans la négociation des prix et des services. Les centres de collecte multiservices sont à leur service. Le



Réunion d'un groupement paysan dans le département de Kollo

dialogue avec Solani a lieu au sein de la Plateforme innovation lait (Pil). Les prix se négocient et les contrats se formalisent lors de réunions entre les Centres de Collecte et Solani.

Quelles ont été les conséquences de la crise Covid-19 sur la filière lait local ?

La crise Covid-19 est venue aggraver une situation économique déjà caractérisée par une baisse de la consommation des produits laitiers. Les femmes transformatrices de la banlieue de Niamey ont eu beaucoup de mal à écouler leurs productions pendant cette période. Les industriels se sont tournés d'autant plus vers la poudre de lait. Elle est facilement stockable et surtout, il est possible de s'approvisionner à crédit. À l'inverse, les exploitations familiales locales ont besoin d'être immédiatement payées pour continuer à produire et à vivre.

Les industriels demandent également une baisse du prix du lait local livré par les centres de collecte. Or, ceux-ci achètent le litre aux éleveurs 300 FCFA auxquels il faut ajouter leurs charges d'exploitation des centres et leurs coûts logistiques, puisque les industries leur demandent aujourd'hui de livrer le lait. Le prix final varie entre 350 et 500 FCFA que les industries ne sont pas prêtes à payer dans le contexte actuel, surtout que le lait en poudre leur revient entre 80 et 260 FCFA le litre.

Comment envisagez-vous la suite de votre accompagnement de la filière lait local ?

Nous expérimentons des activités de conseil à la gestion de l'élevage en partenariat avec le Réseau national des chambres d'agriculture (Reca). Le dispositif, qui suit 30 éleveurs-pilotes choisis par les unions à Kollo, Hamdallaye et Namaro, permet également de récolter des données sur les pratiques d'élevage et l'utilisation du lait au sein des ménages, c'est-à-dire de comprendre précisément où se situent les femmes dans la gestion des produits laitiers. Le conseil à la gestion de l'élevage est une première pour le Reca. Jusqu'à présent, ce type d'actions se limitait aux pratiques purement agricoles. Le conseil s'applique aux techniques d'élevage mais aussi à la gestion économique des exploitations, indispensable à la fixation d'un prix de vente qui soit le plus juste possible pour les éleveurs car elle leur donne des éléments chiffrés dans les négociations avec les transformateurs. Par ailleurs, nous marquons notre volonté d'appuyer les centres de collecte quant à la gestion comptable et financière dans une perspective de durabilité mais aussi de changement d'échelle.

Propos recueillis en mai et édités en juillet 2020 par Gabrielle de Dianous (CFSI)

Pour creuser le sujet :

- Pour visiter le site du projet *Nariindu*
- Fiche-innovation *Structuration d'un réseau de collecte du lait*, 2014
- Étude, *Projet Nariindu : genre et nutrition*, 2017
- Étude, *Guide méthodologique d'implantation des centres de collecte du lait cru au Niger*, 2020

Cette initiative a bénéficié d'un financement de la Fondation de France dans le cadre du programme *Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)* appels de 2011 (n°42) de 2014 (n°32), 2016 (n°54) et 2019 (n°46).

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (sous égide de la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Jafowa participe également au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.



FONDATION
JM.BRUNEAU
SOUS L'ÉGIDE DE LA
FONDATION DE FRANCE



JAFOWA
Joint Action for Farmer Organisations in West Africa

ROPPA
Afrique Nourricière